

Centre 115 : Hauteville dit « non »

Le conseil d'administration du centre hospitalier ne veut pas prendre en charge la gestion du numéro d'appel d'urgence

S'IL N'EST PAS SDF, le centre 115 a bien du mal à se trouver un lieu de résidence fixe. Il semble même condamné, au moins pour quelques semaines encore, à errer d'institutions en associations.

Un moment pressenti par le préfet de l'Ain, Michel Fuzeau, pour accueillir ce service public que le représentant de l'Etat ne souhaite plus confier à l'association bourgeoise Oser, le centre hospitalier d'Hauteville, par la voix unanime de son conseil d'administration de vendredi - tout comme la veille par celle des représentants du personnel siégeant au CTE -, vient de le refuser tout net.

Et le maire de la commune, Bernard Argenti, n'a pas hésité à monter au créneau sur le sujet : « Ce n'est pas que l'on ne veuille pas jouer la carte de

la solidarité sur le plateau bugiste, mais le CHPH ne s'estime pas compétent pour

Le CHPH s'estime incompétent et juge le dossier mal ficelé

rendre ce service ». En effet, le centre de rééducation et de soins de suite ne dispose pas, en son sein, de personnel qualifié dans le domaine social, où des éducateurs spécialisés sont nécessaires auprès des standardistes pour une prise en charge correcte des demandeurs de secours. « En cas de gros problèmes, de décès, c'est l'hôpital d'Hauteville qui porterait la casquette et endosserait toutes les responsabilités » conclut le maire. Le dossier est aussi

apparu comme mal ficelé aux administrateurs, pour ne pas dire approximatif quant aux contraintes, à la continuité du service public et au cahier des charges. Il apparaît aussi difficile, pour ne pas dire impossible à l'établissement de soins de recruter en quelques jours du personnel qualifié, sur un contrat à durée déterminée courant sur une durée de trois mois, le 115 fermant ses portes fin mars. Malgré ce refus, on ne saurait cependant taxer le CHPH d'égoïsme ou d'insensibilité, car pendant tout l'hiver l'établissement héberge et nourrit, dans ses locaux et dans des conditions tout à fait acceptables, une trentaine de réfugiés issus des plus grosses agglomérations du département.

G. D.